



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2019

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2019, clos le 31 mars.

La société commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnement, en particulier pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service* (SaaS). Pour permettre une meilleure comparaison avec les exercices antérieurs, la société a décidé, dès l'exercice 2018, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle, assortie d'un contrat de maintenance. Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de logiciels vendus sous forme de licences perpétuelles est enregistré dans la rubrique « Licences de logiciels de CFAO et de PLM » ; les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent quant à eux du chiffre d'affaires dans la rubrique « Contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM ».

Les comparaisons détaillées entre 2019 et 2018 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2018 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2019

Impact positif de l'évolution des devises

Avec une parité moyenne de \$ 1,14 / € 1 au premier trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 8 % par rapport au premier trimestre 2018 (\$ 1,23 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 2 % par rapport à l'euro. L'évolution des devises a ainsi eu pour effet mécanique d'augmenter de € 1,7 million (+ 3 %) le chiffre d'affaires et de € 1,1 million (+ 16 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Commandes de nouveaux systèmes plus faibles qu'anticipé

Les conditions macroéconomiques et géopolitiques sont restées difficiles au cours du premier trimestre. Dans de nombreux pays, les craintes d'un ralentissement de la croissance se sont ajoutées aux incertitudes persistantes relatives au *Brexit*, à la guerre commerciale menée par les États-Unis, et notamment l'issue des négociations commerciales avec la Chine. Cette situation a incité de nombreuses entreprises à la prudence, sur l'ensemble des secteurs d'activité de Lectra, avec pour effet de retarder leurs décisions d'investissements.

Dans ce contexte, les commandes de nouveaux systèmes (€ 27,4 millions) diminuent de 5 % par rapport au premier trimestre 2018. À données réelles, elles reculent de 3 %.

Les commandes de logiciels de CFAO et de PLM (€ 4,5 millions) et celles de formation et de conseil (€ 3,2 millions) progressent respectivement de 15 % et 5 %. Les commandes sous forme d'abonnement, en particulier des nouvelles offres en mode *Software as a Services (SaaS)*, représentent 20 % du montant des commandes de logiciels du trimestre. Leur valeur annuelle s'élève à € 0,4 million (€ 0,1 million au premier trimestre 2018).

Ce sont essentiellement les commandes d'équipements et de leurs logiciels (€ 19,1 millions), en recul de 11 %, qui ont été touchées par l'attentisme des clients de la société.

Recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel, à données comparables

Le chiffre d'affaires s'élève à € 67,0 millions, en recul de 3 % par rapport au premier trimestre 2018 et stable à données réelles.

Le résultat opérationnel atteint € 7,9 millions, en diminution de 5 % à données comparables, mais en progression de 10 % à données réelles. La marge opérationnelle s'établit à 11,8 %, en recul de 0,3 point à données comparables, mais en hausse de 1,1 point à données réelles.

Le résultat net atteint € 5,7 millions, en croissance de € 0,3 million (+ 6 %) à données réelles.

Cash-flow libre en forte progression

Le cash-flow libre s'élève à € 9,8 millions (€ 2,5 millions au premier trimestre 2018).

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2019

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 67,0 millions, en recul de 3 % à données comparables et stable à données réelles.

La répartition du chiffre d'affaires par ligne de produit et par marché géographique est donnée à titre indicatif dans les compléments d'information au présent rapport, en page 7.

Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents (€ 25,6 millions) diminue de 14 % à données comparables et de 11 % à données réelles. Il représente 38 % du chiffre d'affaires (43 % en 2018) et comprend principalement :

- les licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 4,0 millions), qui progressent de 5 % et contribuent à hauteur de 6 % au chiffre d'affaires (6 % en 2018) ;
- les équipements et leurs logiciels (€ 18,1 millions), qui reculent de 18 % et représentent 27 % du chiffre d'affaires (32 % en 2018) ;
- la formation et le conseil (€ 3,0 millions), qui sont en baisse de 7 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires (5 % en 2018).

Au 31 mars 2019, le carnet de commandes des licences de logiciels, des équipements et de la formation et du conseil s'élève à € 23,4 millions :

- la part relative aux licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 1,6 million) ne comprend pas les logiciels vendus en mode abonnement et ne peut donc pas être comparée aux chiffres des périodes précédentes ;
- la part relative aux équipements et leurs logiciels ainsi qu'à la formation et au conseil (€ 21,8 millions) augmente de € 1,3 million par rapport au 31 décembre 2018, à données comparables, et de € 1,5 million à données réelles. Par rapport au carnet de commandes au 31 mars 2018, elle diminue respectivement de € 0,8 million et € 0,2 million, à données

comparables et à données réelles.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 41,4 millions) augmente de 5 % (+ 8 % à données réelles). Il représente 62 % du chiffre d'affaires (57 % en 2018).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 35 % du chiffre d'affaires – s'élève à € 23,7 millions, en progression de 4 % :

- les contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM s'établissent à € 0,2 million (ce montant était négligeable en 2018) ;
- les contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM (€ 9,6 millions), stables par rapport à 2018, représentent 14 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (€ 14,0 millions), en croissance de 6 %, représentent 21 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 17,6 millions) augmente de 7 % et représente 26 % du chiffre d'affaires (24 % au premier trimestre 2018).

Marge brute

La marge brute atteint € 49,4 millions, stable par rapport à 2018.

L'augmentation du taux de marge brute compense la baisse du chiffre d'affaires. Il s'établit à 73,7 %, en augmentation de 1,9 point par rapport à celui de 2018 (+ 2,3 points à données réelles). Cette hausse provient essentiellement de l'évolution du mix produit, avec en particulier un poids plus important du chiffre d'affaires récurrent.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 41,5 millions, en augmentation de 1 % par rapport à 2018. Ils se décomposent comme suit :

- € 37,5 millions de frais fixes (+ 1 %) ;
- € 4,0 millions de frais variables (stables).

À données réelles, les frais généraux augmentent de 2 %.

Les dépenses de recherche et développement (€ 7,9 millions), entièrement passées en charges de la période, sont comprises dans les frais fixes et représentent 11,8 % du chiffre d'affaires (€ 7,8 millions et 11,6 % pour 2018). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent € 5,5 millions (€ 5,6 millions en 2018).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 7,9 millions. Par rapport à 2018, il diminue de € 0,4 million (- 5 %) à données comparables, mais progresse de € 0,7 million (+ 10 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 11,8 %, en diminution de 0,3 point à données comparables, mais en augmentation de 1,1 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,1 million. Le résultat de change est négligeable.

Après une charge d'impôt de € 2,0 millions, le résultat net s'élève à € 5,7 millions, en augmentation de

€ 0,3 million (+ 6 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,18 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,17 au premier trimestre 2018).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 9,8 millions. Il était de € 2,5 millions au premier trimestre 2018.

Cette forte progression provient d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 5,2 millions au premier trimestre 2019, alors qu'il avait augmenté de € 0,8 million au premier trimestre 2018.

Structure financière

Au 31 mars 2019, les capitaux propres s'établissent à € 177,6 millions (€ 170,4 millions au 31 décembre 2018).

La société n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 113,5 millions (€ 102,2 millions au 31 décembre 2018).

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale du 30 avril 2019, les capitaux propres, la trésorerie disponible et la trésorerie nette seront diminués du montant du dividende au titre de l'exercice 2018 (€ 12,8 millions, soit € 0,40 par action) qui sera versé le 7 mai.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 16,7 millions. Il comprend la partie encaissable à moins d'un an (€ 5,7 millions) de la créance de € 19,7 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2015, la partie à plus d'un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (*cf.* note 6 de l'annexe au présent rapport). Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés de l'année, sont remboursés à la société par le Trésor public français au cours de la quatrième année suivant celle de leur comptabilisation.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2019, le capital social est de € 31 968 994, divisé en 31 968 994 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, il a été augmenté de € 122 237 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 742 760) par la création de 122 237 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2019.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2019, la société détenait 0,05 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2019, le cours de Bourse (€ 21,55) s'est inscrit en hausse de 19 % par rapport au 31 décembre 2018 (€ 18,18). Au cours du premier trimestre, son plus bas a été de € 17,84 le 4 janvier et son plus haut de € 24,00 le 13 mars.

Pour les trois premiers mois de 2019, les indices CAC 40, CAC All-Tradable et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 13 %, 12 % et 11 %.

3,9 millions d'actions ont été échangées au premier trimestre 2019 (6,5 millions au premier trimestre 2018), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 33 % sur Euronext.

La société a confirmé, dans son communiqué du 8 janvier 2019, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport financier et le rapport d'activité 2018 ont été mis en ligne sur le site Internet de la société le 29 mars.

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2019.

Les résultats financiers du premier semestre 2019 seront publiés le 29 juillet, après la clôture d'Euronext-Paris.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier et son rapport d'activité 2018, auxquels il convient de se référer, la société a développé sa vision de long terme et ses perspectives pour 2019.

Perspectives 2019

Lectra a abordé 2019 avec des fondamentaux opérationnels et une structure financière particulièrement solides, une nouvelle organisation de ses filiales et un Comité Exécutif renforcé.

Elle a fortement enrichi son offre de produits et de services en 2018, avec de nouvelles solutions innovantes permettant à ses clients de mettre en œuvre les principes de l'Industrie 4.0 qui seront disponibles progressivement dans le monde entier en 2019.

La société s'est fixé pour objectif de réaliser en 2019 une croissance du chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 7 %, à données comparables. Le résultat opérationnel courant serait alors en diminution de 4 % dans l'hypothèse basse de croissance du chiffre d'affaires, stable dans l'hypothèse médiane, et en progression de 4 % dans l'hypothèse haute.

À ce stade, il n'y a pas lieu de revoir ces objectifs. La principale incertitude porte sur le niveau des commandes de nouveaux systèmes, qui pourrait continuer à être affecté par un environnement macroéconomique, géopolitique et monétaire incertain, ainsi qu'un ralentissement de la croissance

économique mondiale.

Les nouveaux produits lancés en 2018 et ceux qui le seront en 2019 et les années suivantes devraient apporter une contribution de plus en plus forte à cette croissance.

Confortée par la solidité de son modèle économique et l'adéquation de sa feuille de route aux exigences de l'Industrie 4.0, la société est confiante sur ses perspectives à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 29 avril 2019

COMPLÉMENT D'INFORMATION

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Commandes de nouveaux systèmes par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences de logiciels de CFAO et de PLM, dont :	4 466	16%	4 429	3 836	14%	+16%	+15%	
- licences perpétuelles	3 580	13%	3 558	3 665	13%	-2%	-3%	
- licences en mode SaaS	886	3%	872	170	1%	+420%	+411%	
Equipements et leurs logiciels	19 108	70%	18 480	20 715	74%	-8%	-11%	
Formation, conseil	3 247	12%	3 176	3 036	11%	+7%	+5%	
Divers	582	2%	576	583	2%	0%	-1%	
Total	27 403	100%	26 661	28 170	100%	-3%	-5%	
Parité moyenne € / \$	1,14		1,23	1,23				

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	27 980	42%	28 023	28 358	42%	-1%	-1%	
- France	4 812	7%	4 814	4 281	6%	+12%	+12%	
Amériques	16 100	24%	15 102	16 718	25%	-4%	-10%	
Asie - Pacifique	16 848	25%	16 112	18 119	27%	-7%	-11%	
Autres pays	6 068	9%	6 090	4 003	6%	+52%	+52%	
Total	66 997	100%	65 327	67 198	100%	0%	-3%	
Parité moyenne € / \$	1,14		1,23	1,23				

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents, dont :	25 626	38%	24 924	28 889	43%	-11%	-14%	
- licences de logiciels de CFAO et de PLM	3 952	6%	3 923	3 723	6%	+6%	+5%	
- équipements et leurs logiciels	18 054	27%	17 439	21 354	32%	-15%	-18%	
- formation, conseil	3 038	5%	2 987	3 229	5%	-6%	-7%	
- divers	582	1%	576	583	1%	0%	-1%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	41 371	62%	40 403	38 309	57%	+8%	+5%	
- contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM	203	0%	198	64	0%	+216%	+207%	
- contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM	9 551	14%	9 422	9 376	14%	+2%	0%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	13 974	21%	13 578	12 796	19%	+9%	+6%	
- consommables et pièces	17 642	26%	17 205	16 072	24%	+10%	+7%	
Total	66 997	100%	65 327	67 198	100%	0%	-3%	
Parité moyenne € / \$	1,14		1,23	1,23				

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2019 ⁽¹⁾		2018	Variation 2019/2018	
	Réel	À cours de change 2018	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	66 997	65 327	67 198	0%	-3%
Coût des ventes	(17 604)	(17 455)	(19 216)	-8%	-9%
Marge brute	49 392	47 872	47 983	+3%	0%
(en % du chiffre d'affaires)	73,7%	73,3%	71,4%	+2,3 points	+1,9 point
Frais de recherche et de développement	(5 499)	(5 499)	(5 589)	-2%	-2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(35 995)	(35 564)	(35 218)	+2%	+1%
Résultat opérationnel	7 898	6 809	7 176	+10%	-5%
(en % du chiffre d'affaires)	11,8%	10,4%	10,7%	+1,1 point	-0,3 point
Résultat avant impôts	7 731	6 642	6 865	+13%	-3%
Impôts sur le résultat	(1 986)	na	(1 467)	+35%	na
Résultat net	5 745	na	5 399	+6%	na
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,14	1,23	1,23		

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 des notes annexes détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2019

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2019

Daniel Harari
Président-Directeur Général

Olivier du Chesnay
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2019 ⁽¹⁾	31 décembre 2018	31 mars 2018
Écarts d'acquisition	39 696	39 473	38 858
Autres immobilisations incorporelles	3 886	3 688	3 403
Droits d'utilisation locatifs	17 587	-	-
Immobilisations corporelles	25 862	26 347	25 098
Autres actifs non courants ⁽²⁾	16 743	14 425	17 403
Impôts différés	8 861	9 194	9 423
Total actifs non courants	112 635	93 127	94 185
Stocks	35 397	34 326	33 972
Clients et comptes rattachés	48 400	58 564	50 752
Autres actifs courants ⁽²⁾	17 320	15 447	16 991
Trésorerie et équivalents de trésorerie	113 518	102 223	93 565
Total actifs courants	214 635	210 560	195 280
Total actifs	327 270	303 687	289 464

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2019 ⁽¹⁾	31 décembre 2018	31 mars 2018
Capital social	31 969	31 847	31 646
Primes d'émission et de fusion	14 586	13 843	12 635
Actions détenues en propre	(368)	(560)	(516)
Écarts de conversion	(9 311)	(9 554)	(10 060)
Réserves et résultats consolidés	140 763	134 802	123 037
Capitaux propres	177 638	170 377	156 741
Engagements de retraite	10 019	9 823	9 681
Obligations locatives à long terme	13 197	-	-
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	23 216	9 823	9 681
Fournisseurs et autres passifs courants	57 196	59 664	58 793
Produits constatés d'avance	56 850	56 225	54 477
Dette d'impôt exigible	3 764	3 488	6 074
Obligations locatives à court terme	4 727	-	-
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 879	4 110	3 698
Total passifs courants	126 416	123 487	123 042
Total passifs et capitaux propres	327 270	303 687	289 464

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Depuis le 31 décembre 2018, le Groupe présente séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche. À ce titre, les montants au 31 mars 2018 ont été retraités de la même façon : un montant de € 15,1 millions a ainsi été reclassé du poste « Autres actifs courants » (qui s'élevait à € 32,1 millions) au poste « Autres actifs non courants » (qui s'élevait à € 2,3 millions).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)
Chiffre d'affaires	66 997	67 198
Coût des ventes	(17 604)	(19 216)
Marge brute	49 392	47 983
Frais de recherche et développement	(5 499)	(5 589)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(35 995)	(35 218)
Résultat opérationnel	7 898	7 176
Produits financiers	49	21
Charges financières	(180)	(103)
Résultat de change	(37)	(229)
Résultat avant impôts	7 731	6 865
Impôts sur le résultat	(1 986)	(1 467)
Résultat net	5 745	5 399
 (en euros)		
Résultat par action :		
- de base	0,18	0,17
- dilué	0,18	0,17
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	31 891 782	31 587 792
- résultat dilué	32 374 347	32 363 230

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)
Résultat net	5 745	5 399
Écarts de conversion	161	(148)
Effet d'impôts	82	(40)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	243	(188)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	0	0
Effet d'impôts	0	0
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global	243	(188)
Résultat global	5 988	5 211

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	5 745	5 399
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	3 040	1 824
Éléments non monétaires du résultat	97	350
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	14	(3)
Variation des impôts différés	476	(249)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	9 372	7 321
Variation des stocks et en-cours	(1 213)	(3 221)
Variation des créances clients et comptes rattachés	10 666	6 127
Variation des autres actifs et passifs courants ⁽²⁾	(4 207)	(3 700)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	5 246	(794)
Variation des autres actifs non courants d'exploitation ⁽²⁾	(1 818)	(2 299)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	12 800	4 228
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(523)	(380)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(509)	(1 555)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	5
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽³⁾	-	(7 102)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽⁴⁾	(1 785)	(1 354)
Cessions d'immobilisations financières ⁽⁴⁾	1 285	1 576
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 532)	(8 810)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	865	439
Achats par la société de ses propres actions	(1 272)	(1 573)
Ventes par la société de ses propres actions	1 570	1 350
Remboursement des dettes locatives ⁽¹⁾	(1 490)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(327)	216
Variation de la trésorerie	10 941	(4 366)
Trésorerie à l'ouverture	102 223	98 134
Variation de la trésorerie	10 941	(4 366)
Incidence des variations de cours de change	354	(203)
Trésorerie à la clôture	113 518	93 565
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	12 800	4 228
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 532)	(8 810)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	0	7 102
- Remboursement des dettes locatives ⁽¹⁾	(1 490)	-
Cash-flow libre	9 778	2 520
Impôts (payés) / remboursés, nets	(429)	(433)
Intérêts (payés) sur dettes locatives	(22)	-
Intérêts (payés)	-	-

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe. Les principaux agrégats impactés dans le tableau des flux de trésorerie sont les dotations aux amortissements et le remboursement des dettes locatives.

(2) Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche. Ainsi, la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » correspond au crédit d'impôt recherche de la période après imputation sur l'impôt à payer de Lectra SA, qui lui sera remboursé au cours de la quatrième année. À ce titre, les montants au 31 mars 2018 ont été retraités de la même façon : la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » n'existait pas, et la ligne « Variation des autres actifs et passifs courants » était négative à € 6,0 millions.

(3) Au 31 mars 2018, ce montant correspond au coût d'acquisition de la société Kubix Lab, net de trésorerie acquise (cf. note 3 ci-après).

(4) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	31 571 096	1,00	31 571	12 270	(298)	(9 872)	117 538	151 209
Résultat net							5 399	5 399
Autres éléments du résultat global						(188)	-	(188)
Résultat global						(188)	5 399	5 211
Exercices d'options de souscription d'actions	74 708	1,00	75	364				439
Valorisation des options de souscription d'actions							102	102
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(218)			(218)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(3)	(3)
Capitaux propres au 31 mars 2018	31 645 804	1,00	31 646	12 635	(516)	(10 060)	123 037	156 741
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	31 571 096	1,00	31 571	12 270	(298)	(9 872)	117 538	151 209
Résultat net							28 740	28 740
Autres éléments du résultat global						318	102	420
Résultat global						318	28 842	29 159
Exercices d'options de souscription d'actions	275 661	1,00	276	1 573				1 849
Valorisation des options de souscription d'actions							493	493
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(262)			(262)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(49)	(49)
Dividendes							(12 022)	(12 022)
Capitaux propres au 31 décembre 2018	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377
Résultat net							5 745	5 745
Autres éléments du résultat global						243	-	243
Résultat global						243	5 745	5 988
Exercices d'options de souscription d'actions	122 237	1,00	122	743				865
Valorisation des options de souscription d'actions							145	145
Vente (achat) par la société de ses propres actions					192			192
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							71	71
Capitaux propres au 31 mars 2019⁽¹⁾	31 968 994	1,00	31 969	14 586	(368)	(9 311)	140 763	177 638

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2019

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 32 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 730 collaborateurs dans le monde – près de 860 en France et de 870 dans les filiales commerciales et de services. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2018, à l'exception de la norme IFRS 16 présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 avril 2019. Les comptes aux 31 mars 2019 et 2018 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

Application d'IFRS 16 – Contrats de location

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2019, la norme IFRS 16 – *Contrats de location*.

Le Groupe est locataire de ses bureaux dans la plupart des pays où il opère, à l'exception notable du site de Bordeaux-Cestas, dont il est propriétaire. Par ailleurs, les contrats de location dans le champ d'application d'IFRS 16 concernent également des véhicules et des équipements informatiques.

Jusqu'alors chaque contrat de location était qualifié soit de location-financement, soit de location simple avec un traitement comptable propre à chaque catégorie. En application d'IFRS 16, tous les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des loyers futurs. La norme prévoit toutefois des exemptions pour les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ou ceux portant sur

des actifs de faible valeur (seuil défini par le Groupe à 5 000 dollars américains), utilisées par le Groupe. La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes couvertes par les options de renouvellement qui sont raisonnablement certaines d'être exercées et par les options de résiliation qui seront raisonnablement certaines de ne pas être exercées.

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe correspondent aux taux qui s'appliqueraient aux sociétés du Groupe si elles devaient emprunter (taux marginal d'emprunt).

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective simplifiée qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des dettes de loyers, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- Les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette ;
- Un taux d'actualisation unique est utilisé pour un portefeuille de contrats homogène. Les taux d'actualisation appliqués sont basés sur des taux marginaux d'emprunt par société et par devise tenant compte notamment des environnements économiques spécifiques à chaque pays. Par ailleurs, les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les durées résiduelles des contrats.

Les principaux impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture sont les suivants :

- La comptabilisation des droits d'utilisation et des obligations locatives supplémentaires, pour un montant € 19,1 millions ;
- Le reclassement des loyers payés d'avance en augmentation des droits d'utilisation pour un montant de € 0,2 million ;
- L'annulation de loyers différés correspondant à des franchises de loyer passées, en contrepartie d'une diminution des droits d'utilisation pour € 0,5 million.

L'impact de l'application de la norme est négligeable sur le compte de résultat. Afin de maintenir la comparabilité du cash-flow libre avec les périodes précédentes, ce dernier a été retraité du montant de de remboursement des dettes locatives.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des impôts différés actifs et les jugements et estimations liés à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements de CFAO, logiciels de CFAO et de PLM, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante de ces équipements et qui fait partie de la capacité à fonctionner de ceux-ci : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance / assistance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance / assistance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnés d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient, Europe du Sud et Afrique du Nord, et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2019, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

En janvier 2018, le Groupe avait acquis la société italienne Kubix Lab. L'acquisition de l'intégralité du capital social de Kubix Lab avait été réalisée pour un montant de € 7,2 millions :

- € 3,0 millions versés en trésorerie à la signature de l'accord d'acquisition ;
- € 1,3 million et € 2,7 millions qui seront versés respectivement 18 et 36 mois après la signature sous réserve d'atteinte d'objectifs ;
- un complément de prix de € 0,2 million au titre des résultats antérieurs à l'acquisition non distribués aux anciens actionnaires.

La société considérant la probabilité d'atteinte des objectifs comme élevée, et les montants conditionnels ayant été versés sur un compte séquestre, le coût du rachat par Lectra a été intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de € 7,1 millions.

La société Kubix Lab est consolidée par intégration globale depuis le 26 janvier 2018.

Enfin, la comptabilité d'acquisition a été finalisée et le principal impact sur les états financiers du Groupe est la comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de € 7,0 millions.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier trimestre 2019 ou de l'exercice 2018.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2019, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,3 million, la valeur totale de leur actif à € 3,1 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2019.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽²⁾	Europe du Sud ⁽³⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	13 723	19 141	16 100	18 033	-	66 997
Résultat opérationnel	1 228	3 492	2 220	1 321	(363)	7 898

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽²⁾	Europe du Sud ⁽³⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	13 143	18 424	16 718	18 913	-	67 198
Résultat opérationnel	1 196	3 334	2 446	1 310	(1 110)	7 176

(1) Suite à la réorganisation des filiales de Lectra en quatre grandes régions en janvier 2019, les secteurs opérationnels ont été revus, et les montants 2018 retraités en conséquence.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(3) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2019 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	9 778	-	9 778
Augmentations de capital ⁽¹⁾	865	-	865
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	298	-	298
Effet de la variation des devises – divers	354	-	354
Variation de la période	11 295	-	11 295
Situation au 31 décembre 2018	102 223	-	102 223
Situation au 31 mars 2019	113 518	-	113 518
Variation de la période	11 295	-	11 295

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

Le cash-flow libre au 31 mars 2019 s'élève à € 9,8 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 9,4 millions, d'investissements de € 1,5 million et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 5,2 millions. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de € 1,8 million (correspondant à la portion du crédit d'impôt recherche du premier trimestre 2019, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, à ces montants, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de € 1,5 million.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- -€ 10,7 millions proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- +€ 1,2 million provient de la hausse des stocks ;
- +€ 4,2 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2018, majoritairement payée en 2019, et celle, comptabilisée au cours du premier trimestre 2019 et qui sera payée en 2020 ;
- +€ 0,1 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2019 est négatif de € 16,7 millions. Il comprend la part courante (€ 5,7 millions) de la créance de € 19,7 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année (avant le 1^{er} janvier 2019), lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (€ 2,2 millions) du premier trimestre 2019 a été comptabilisé mais non encaissé.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2018 et aux exercices antérieurs ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 31 mars 2019, Lectra SA détient une créance de € 19,7 millions sur le Trésor public français (dont € 14,0 millions classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2019 (€ 1,8 million), 2018 (€ 5,0 millions), 2017 (€ 4,6 millions), 2016 (€ 2,6 millions) et 2015 (€ 5,7 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2019 (crédit d'impôt 2015), 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018) et 2023 (crédit d'impôt 2019). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la société a acheté 60 091 actions et en a vendu 74 417 aux cours moyens respectifs de € 21,17 et de € 21,09 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2019, elle détenait 16 453 de ses propres actions (soit 0,05 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 22,40, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Trésorerie disponible	83 518	72 223
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	113 518	102 223

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ne sont pas considérées comme des dettes financières ici.

9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2018.

Au cours du premier trimestre 2019, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,14 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2019 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 3,5 millions, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2019.

10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2018 des devises concernées, notamment \$ 1,15 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,10 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2019 d'environ € 4,6 millions et du résultat opérationnel annuel de € 3,0 millions. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,20 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,12 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.